



RENCONTRE AVEC A LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ÉVALUATION

FO JUSTICE a pu enfin rencontrer, ce **mercredi 13 mai 2026**, Madame la directrice de cabinet du Préfet, Monsieur le Directeur Adjoint de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Marseille ainsi que Monsieur le Chef d'établissement.

Tout d'abord, **FO JUSTICE** dénonce un manque profond de considération envers les instances syndicales.

FO JUSTICE a dû faire face à un retard de 2H30, sans aucune information au préalable, illustrant un mépris flagrant pour le dialogue social. C'est uniquement par engagement envers nos collègues et par enjeu sécuritaire que nous avons souhaité maintenir notre présence à cette rencontre.

Fidèle à ses engagements, **FO JUSTICE** a porté la voix des agents sur les dossiers sensibles qui conditionnent leur quotidien et l'avenir de notre établissement.

LE LOGEMENT DES AGENTS

Depuis février 2025, date de la prise en fonction de notre bureau local, **FO JUSTICE** martèle la même vérité : la problématique du foncier et de l'hébergement est un frein majeur à la fidélisation des jeunes surveillants dans notre région.

Le résultat est sans appel : un exode massif des agents à l'issue de chaque campagne de mobilité

La DISP reconnaît enfin l'ampleur du problème et évoque **4 pistes de réflexion pour la création d'environ 150 logements d'ici 3 à 4 ans.**

Si **FO JUSTICE** tient à saluer ce début de prospection mais dénonce, toutefois, une réactivité bien tardive par rapport aux dégâts causés en matière d'effectifs.

FO JUSTICE ne peut pas se satisfaire d'un projet à si long terme face à l'urgence sociale actuelle.

LE LOGEMENT RESTE NOTRE CHEVAL DE BATAILLE !

SÉCURISATION DU DOMAINE AVANT L'OUVERTURE DU QLCO

À la veille de l'ouverture du QLCO, la sécurité des abords est une priorité absolue.

Les membres présents du conseil d'évaluation ont assuré que la sécurisation du domaine est une volonté ministérielle. Les financements et les marchés sont actés pour que les travaux soient terminés de front avec l'ouverture du QLCO.

FO JUSTICE a compris cette volonté politique pour la création de cette structure, mais ne permettra aucune ouverture du QLCO si tous les dispositifs de sécurité nécessaires ne sont pas opérationnels.

FO JUSTICE sera très vigilant sur ce point.

LUTTE ANTI DRONES : UNE TECHNOLOGIE À BOUT DE SOUFFLE

La prolifération et la modernisation des drones représentent une menace constante.

Le chef d'établissement met en avant l'efficacité actuelle des capteurs et logiciels de détection.

De son côté, la Préfecture souligne **80 interpellations** depuis le début de l'année, mais reconnaît des **moyens limités.**

FO JUSTICE pense que le compte n'y est pas et craint que notre matériel de détection ne soit très vite dépassé par l'évolution technologique rapide des drones.

Nous regrettons le manque d'investissement pour un suivi technologique de pointe. **À l'heure du QLCO, nous ne devons pas subir, mais anticiper sur ce phénomène de prolifération.**

FO JUSTICE reconnaît la dynamique de dialogue et les pistes de réflexions évoquées par cette tripartite. Cependant, la vigilance reste notre maître-mot.

Nous ne laisserons pas nos collègues être bercés par de fausses promesses.

Qu'il s'agisse de la sécurité des agents ou de leurs conditions de vie (logement), nous surveillerons l'avancée de chaque dossier avec la plus grande vigilance.

Le bureau FO Justice CP Aix-Luynes
Le, 15 mai 2026

